L’Europe n’existe pas

Partage international nº 51 – Novembre 1992

Dans les efforts concertés en vue de la création d’une Communauté Européenne intégrée, la Grande-Bretagne, depuis pas mal de temps, a choisi de jouer un ancien rôle bien connu : celui d’une île solitaire, têtue et repliée sur elle-même, où les poids, les mesures et les opinions ont toujours été différents du reste de l’Europe. Les autres pays de la CEE ont toujours été contrariés par les objections britanniques au processus d’intégration. La CEE était à l’évidence en pleine forme : son économie n’était-elle pas plus solide que jamais ? N’était-il pas tout aussi évident que la compétition avec l’Amérique et le Japon offrait des perspectives de plus en plus intéressantes ? Qui pourrait s’opposer à la progression de l’agriculture européenne ? L’appel à une union plus étroite au sein des pays de la CEE devint plus pressant, tout au moins à Paris, Bonn, Rome, Madrid et d’autres capitales encore, et tout particulièrement à Bruxelles, centre administratif de la CEE, qui continua à se voir attribuer une autorité de plus en plus grande de la part des divers pays impliqués.

Les objections à l’intégration européenne se sont rarement fait entendre sur le continent. Les avertissements réitérés du collaborateur de Maitreya, publiés dans les pages de ce magazine, affirmant que la CEE courait à sa perte, ont été relativement peu entendus et semblaient dépourvus de toute réalité politique. Même à Londres, le lobby pro-européen a semblé tenir le haut du pavé. Ailleurs, le sujet n’a jamais été abordé sérieusement. Ceux qui se sont exprimés contre l’unification ont systématiquement été taxés de nationalistes et de conservateurs, tout comme l’obstructionniste Grande-Bretagne. Qui souhaiterait se voir affublé de tels qualificatifs ?

Le rejet du traité de Maastricht par le Danemark au début de l’année a provoqué une énorme consternation. Tous les gouvernements de la CEE, y compris la Grande-Bretagne, s’étaient réunis à Maastricht aux Pays-Bas et s’étaient entendus sur de nouvelles mesures destinées à rendre définitive l’union monétaire. Lorsque le rêve d’une Europe forte à gouvernement central s’est trouvé menacé, les milieux politiques eurent des réactions hystériques très révélatrices. Le train de la CEE s’était déjà mis en marche, c’était incontournable, et rien ni personne ne pouvait l’arrêter, et les Danois n’avaient donc qu’à suivre le mouvement. Le petit Danemark ne s’en était-il donc pas rendu compte ? Quoi qu’il en soit, la boîte de Pandore avait déjà été ouverte et nombreux sont ceux qui, tant en France qu’en Allemagne, ont commencé à se poser des questions. S’attendant à un vote largement pro-européen qui ferait taire les voix du doute et de la dissidence, le président Mitterrand organisa un référendum. Le 20 septembre, les Français se prononcèrent certes pour le « oui », mais avec une marge trop faible pour faire taire la montée des critiques.

Les doutes sur l’avenir de la CEE atteignirent un point critique lorsque, et ce n’était pas une coïncidence, au cours de la semaine précédent le référendum français, le Système Monétaire Européen (SME) se trouva plongé dans une crise sans précédent. Les banques centrales perdirent des milliards dans une tentative dérisoire d’enrayer la chute des plus faibles devises du système — la lire italienne et la livre britannique. Les événements de cette semaine fiévreuse ont jeté une lumière intéressante non seulement sur le degré d’unité existant au sein de la CEE, mais aussi sur la véritable nature du système financier international. Nous sommes supposés croire que ce dernier, par lui-même, sert les intérêts de tous, au moyen de lois rationnelles et quasi scientifiques. En réalité, les marchés financiers sont dominés par des spéculateurs qui n’obéissent qu’à une loi, celle de leurs propres intérêts. Des milliards et des milliards de livres sterling ainsi que des centaines de milliards de lires italiennes ont changé de mains en l’espace de quelques jours. Les spéculateurs ont encaissé leurs gains tandis que Londres et Rome (donc les contribuables anglais et italiens) en faisaient les frais. Il semble donc que les marchés boursiers et les banques n’acceptent pas de se laisser dicter leur conduite par la CEE, ce monstre qui effraie tant Tokyo et New York. Cela aura au moins servi à montrer où se trouve le véritable pouvoir.

L’effondrement partiel du SME a fait apparaître un autre point : une Europe unifiée est une fiction, un rêve de bureaucrate. Non seulement les intérêts et les buts financiers des états membres sont largement divergents, mais il en va de même au niveau

politique. Chaque fois que des questions complexes et épineuses sont en jeu, la CEE se révèle être une illusion. Ses efforts maladroits et inefficaces face à la guerre civile dans l'ancienne Yougoslavie sont révélateurs. Là aussi, la CEE semble être un « géant aux pieds d'argile » en butte aux sourires moqueurs de Belgrade.

Naturellement, la CEE fait tout son possible afin de maintenir une apparence d'unité. Il serait toutefois plus sage que les hommes politiques admettent qu'ils sont en train de tenter l'impossible. Grâce au Danemark, d'innombrables Européens s'en sont rendu compte. La résistance de ce pays au traité de Maastricht n'est pas due au « conservatisme » ou au « nationalisme » ; bien au contraire, les Danois comptent parmi les nations les plus avant-gardistes du monde. Ils sont fermement en faveur de la coopération au sein de la CEE et appliquent les directives et les règlements formulés par Bruxelles plus fidèlement que n'importe quel autre pays de la CEE, les Britanniques arrivant en seconde position. Mais dès qu'il s'agit des lois qui décident de leur destin, ces pays désirent conserver le contrôle et avoir le dernier mot. C'est là que réside le véritable cœur du problème, et non dans quelques avantages économiques supposés.

D'autres pays européens en arriveront inévitablement aux mêmes conclusions. Il serait donc sage maintenant que la CEE se tienne tranquille. Même s'il existe une courte majorité en faveur de l'unification, ses vues ne devraient pas être imposées aux autres. Des décisions aussi vitales ne peuvent pas et ne devraient pas être prises à une aussi courte majorité, même si, selon les normes conventionnelles, cela peut sembler démocratique.

En fait, le traité de Maastricht n'est pas démocratique, ainsi que commencent à l'admettre timidement de fervents parlementaires pro-européens. Selon les termes mêmes du traité, l'autonomie et l'autorité des gouvernements nationaux seraient sapées au niveau de l'économie, de la justice et de la sécurité. D'autre part, le traité a peu ou rien à offrir socialement, pas plus qu'en matière de lois réglementant les questions d'environnement. Dans le cadre de notre analyse, cela pourrait paraître un élément favorable, mais ce n'est pas le cas : un pays ne conserve que peu de possibilités de développer sa propre politique, dans quelque domaine que ce soit, s'il est pieds et poings liés par des réglementations financières et fiscales formulées à l'extérieur.

Les politiciens visant un pouvoir et une uniformité illimités le regretteront peut-être, mais les Ecossais ne sont pas des Italiens, et les Danois ne sont pas des Grecs. Les nations ont leur propre identité, historique et culturelle, qui selon un postulat ésotérique est déterminée sur le plan énergétique. Aucun artifice ne peut effacer les différences existant entre les nations. L'Europe n'existe pas, sauf sous la forme d'un assemblage hétéroclite de différentes nations. Le but à poursuivre est celui d'une coopération harmonieuse, volontaire et pacifique, entre les citoyens de tous les pays. Une uniformisation et un alignement imposés d'en haut ne pourront que déjouer la réalisation d'un tel but.

Europe
Thématiques : politique
Rubrique : Editorial